

Un programme économique ambitieux . . .

Le FMI approuve un tirage de 1,5 milliard de dollars en faveur de la Turquie

Le Conseil d'administration du FMI a annoncé le 3 août qu'il avait achevé la neuvième revue du programme économique de la Turquie appuyé par un accord triennal de confirmation. Cette décision permettra à la Turquie de tirer immédiatement 1,2 milliard de DTS (1,5 milliard de dollars) auprès du FMI. Le texte (en anglais) de la note d'information n° 01/73 et de la déclaration de Stanley Fischer, Premier Directeur général adjoint du FMI, datée du 28 juillet (voir page 262), est disponible sur le site Web du FMI (www.imf.org).

L'accord de confirmation en faveur de la Turquie a été approuvé en décembre 1999 pour un montant de 2,9 milliards de DTS (4 milliards de dollars). En décembre 2000, 5,8 milliards de DTS (7 milliards de dollars) supplémentaires ont été mis à la disposition du pays au titre de la facilité de réserve supplémentaire. Le

15 mai 2001, le FMI a approuvé une augmentation de 6,4 milliards de DTS (8 milliards de dollars) du crédit au titre de l'accord de confirmation, portant le total des ressources disponibles auprès du FMI à 15 milliards de DTS (19 milliards de dollars; voir communiqué de presse n° 01/23). Jusqu'à présent, la Turquie a tiré 8,1 milliards de DTS (10 milliards de dollars).

Commentant les débats du Conseil, M. Fischer a déclaré : «Les administrateurs félicitent les autorités turques pour l'application résolue de leur ambitieux programme de réforme économique. Des progrès considérables ont déjà été accomplis dans la restructuration du secteur bancaire, l'amélioration de la transparence budgétaire et la préparation de la privatisation d'entreprises publiques. Combinées à un solide cadre macro-économique, ces mesures établissent *(voir page suivante)*

Le nombre de conditions importe peu . . .

C'est la prise en main d'un programme par le pays qui en détermine le succès

Dans le cadre de l'examen de sa conditionnalité, le FMI avait déjà organisé deux séminaires sur ses propositions, le premier à Berlin en juin (voir *Bulletin du FMI*, 9 juillet, page 218) et le deuxième à Tokyo en juillet (voir *Bulletin du FMI*, 6 août, page 249). Le troisième de la série, coorganisé à Londres les 23 et 24 juillet par le Secrétariat du Commonwealth, la Banque mondiale et le FMI, portait sur des questions de conditionnalité et de prise en charge des programmes qui concernent particulièrement les pays à faible revenu. Coprésidé par Winston Cox, Vice-Secrétaire général du Commonwealth, Masood Ahmed, Directeur adjoint du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques du FMI, et Joanne Salop, Vice-Présidente de la Banque mondiale pour la politique et la stratégie opérationnelles, il a rassemblé représentants de pays emprunteurs ou créanciers, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales (ONG), et autres experts.



Les participants au séminaire de Londres sur la conditionnalité du FMI.

Renforcer la prise en charge des programmes

Les participants ont pris note avec satisfaction de la revue en cours et de son processus participatif. Ils sont convenus que des changements étaient nécessaires et que le recentrage de la conditionnalité était un premier pas positif. Certains intervenants ont jugé que la prolifération des conditions, plutôt que de résoudre les problèmes, avait souvent compliqué *(suite à la page 265)*

Dans ce numéro

261
1,5 milliard de dollars pour la Turquie

261
Séminaire sur la conditionnalité

262
Déclaration de M. Fischer sur la Turquie

263
Décassement accéléré pour l'Argentine

263
Accord de confirmation pour le Brésil

267
La croissance selon M. Sala-i-Martin

270
Contagion sur les marchés émergents

272
Rapport sur le développement humain 2001

273
Entrevue avec M^{me} Fukuda-Parr

275
Trinité-et-Tobago

Lire aussi . . .

264
Publications récentes

266
Sur le site Web

272
Principaux taux du FMI

1,5 milliard de dollars pour la Turquie

(suite de la première page) les conditions requises pour une réduction durable de l'inflation et un dynamisme économique qui conduira à une croissance durable.

«Il est encourageant de constater que la récession semble avoir dépassé le point le plus bas et que le recul de l'inflation se matérialise, ce qui pourrait permettre d'abaisser les taux d'intérêt. Les administrateurs notent qu'il importe d'abaisser les taux d'intérêt pour soutenir la reprise et assurer que les besoins de refinancement du Trésor dans les mois à venir sont satisfaits. Les efforts déployés récemment par le gouvernement pour démontrer son appui total au programme et une plus grande cohérence dans la communication sont les bienvenus en vue de rétablir la confiance. Le FMI attend avec intérêt que les autorités poursuivent leurs efforts pour mieux communiquer aux investisseurs et aux autres observateurs la stratégie de base du programme, à savoir rendre viable la dette publique grâce à un ajustement majeur du budget, à une vigoureuse stimulation de l'offre et à une aide financière exceptionnellement élevée du FMI et d'autres prêteurs.

«Pour rendre viable la dette publique, il est indispensable de maintenir un large excédent budgétaire

primaire. La détermination des autorités à poursuivre l'ajustement budgétaire, en dépit d'un ralentissement économique plus marqué que prévu, est donc la bienvenue. Les mesures introduites le 26 juillet pour accroître la demande de titres publics devraient aider à obtenir le financement nécessaire pendant la période qui vient et complètent les réformes plus fondamentales qui sont opérées dans le cadre du programme.

«Les autorités vont cibler l'inflation au 4^e trimestre, ce qui renforcera et clarifiera le cadre monétaire. L'annonce à l'avance des adjudications de devises devrait aider à réduire l'incertitude sur les marchés.

«Les autorités ont accompli des progrès considérables dans leur ambitieux programme de réformes structurelles, en particulier dans le système bancaire. Les administrateurs sont certes conscients des risques qui subsistent, mais ils notent les nombreuses réalisations du programme et l'engagement accru des autorités envers celui-ci. Les administrateurs encouragent les autorités à faire fond sur cet engagement en appliquant rigoureusement leur programme. En achevant cette revue, ils appuient vigoureusement la poursuite de cet objectif ambitieux.» ■

M. Fischer examine les objectifs et les enjeux du programme de la Turquie

Après s'être entretenu avec les autorités turques le 28 juillet à Istanbul, Stanley Fischer a publié une déclaration dans laquelle il annonce la fin des négociations sur la revue et commente le programme et les perspectives du pays. Voici des extraits de sa déclaration (note d'information n° 01/66), dont le texte intégral (en anglais) est disponible sur le site Web du FMI (www.imf.org).

Programme économique

Le programme économique de la Turquie vise à générer une croissance durable et à accroître le niveau de vie de la population. À cet effet, les autorités cherchent à réduire durablement l'inflation, à rendre viable la position budgétaire et à opérer des réformes structurelles ambitieuses. De manière plus générale, l'objectif est de moderniser l'économie, de réduire les influences politiques sur l'économie et de préparer celle-ci à relever les défis de l'adhésion à l'Union européenne. Atteindre ces objectifs est essentiel pour l'avenir du pays.

La Turquie a déjà accompli des progrès impressionnants dans l'exécution de ce programme très ambitieux : elle a entrepris des réformes structurelles importantes, notamment dans le secteur bancaire, a

poursuivi un vigoureux ajustement budgétaire en dépit de circonstances économiques difficiles, a exécuté un vaste programme législatif et a procédé avec succès à un échange volontaire de créances intérieures.

Le mérite en revient à l'ensemble du pays : le gouvernement a exécuté le programme, le Parlement a mené à bien un programme législatif exceptionnellement lourd au printemps et surtout la population a soutenu ce programme économique en dépit d'une situation économique difficile.

C'est pourquoi la communauté internationale, dans une large mesure par l'intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale, a accordé un appui financier extraordinaire à la Turquie ces dix-huit derniers mois.

Ma visite en Turquie cette semaine me donne de nouvelles assurances que cet appui exceptionnel restera justifié, et ce pour deux raisons : la vigueur de l'appui politique au programme et la vigueur du programme lui-même.

J'ai eu le privilège de rencontrer hier à Ankara M. Ecevit, Premier ministre, et MM. Bahçeli et Yılmaz, Vice-Premiers ministres. Ce qui m'a frappé en discutant séparément avec chacun d'eux, c'est leur appui unanime au programme économique de la Turquie. L'un d'eux a parfaitement résumé leurs vues en me déclarant que ce programme serait nécessaire même si



Stanley Fischer, Premier Directeur général adjoint du FMI, s'est adressé à la presse le 28 juillet à Istanbul.

le FMI n'était pas là pour l'appuyer. Les détracteurs ont beaucoup parlé d'un manque de cohésion politique en Turquie, mais le fait est que le gouvernement et le Parlement turcs ont tenu, dans l'ensemble, les engagements pris dans le cadre du programme et leur mérite n'a pas été suffisamment reconnu.

Pendant cette neuvième revue du programme, nous sommes convenus d'ajuster quelques objectifs macroéconomiques généraux pour tenir compte de l'évolution économique depuis le début de l'année.

- Le PIB réel chutera de 5,5 % cette année, mais nous pensons que l'activité se redressera avant la fin de l'année et nous prévoyons toujours une croissance de 5 % pour l'an prochain.
- L'inflation est plus élevée que prévu depuis le début de l'année : la hausse des prix sur douze mois sera de l'ordre de 58 %. Cependant, l'objectif des autorités reste de réduire le taux mensuel à 2 % d'ici la fin de l'année, et la récente baisse de l'inflation est encourageante.

(Tant pour la croissance que pour l'inflation, il s'agit essentiellement de faits constatés et nous n'ajustons ni l'hypothèse de croissance ni les objectifs d'inflation pour le reste de l'année.)

- Les transactions courantes dégageront un excédent de 5 milliards de dollars cette année, grâce à la vigueur des exportations, soutenue par la dépréciation de la livre, et à un repli de la demande intérieure.

Décaissement accéléré en faveur de l'Argentine

Dans une note d'information datée du 3 août, Horst Köhler, Directeur général du FMI, a annoncé que la direction du FMI a l'intention de recommander au Conseil d'administration un décaissement accéléré en faveur de l'Argentine au titre de son accord de confirmation dès que la revue actuelle du programme sera achevée.

Annonçant la décision de la direction du FMI, M. Köhler a déclaré : «Une mission du FMI qui se trouve actuellement à Buenos Aires devrait conclure sous peu les négociations avec les autorités argentines sur la revue du programme. Dès la conclusion de ces entretiens, la direction du FMI a l'intention de recommander au Conseil d'administration un décaissement anticipé au mois d'août de 1,2 milliard de dollars environ en faveur de l'Argentine. Cela porterait les emprunts contractés jusqu'à présent par l'Argentine au titre de l'accord de confirmation à 7,3 milliards de dollars environ, sur un total disponible au titre du programme de 13,4 milliards de dollars environ, soit près de 500 % de la quote-part du pays.

«L'Argentine a démontré sa vive détermination à appliquer le régime de convertibilité et à exécuter fermement le train de mesures visant à équilibrer le budget, ce qui aidera à stabiliser la situation macroéconomique et à rétablir la confiance. Étant donné ces efforts résolus, le FMI est prêt à aider l'Argentine.»

Le texte (en anglais) de la note d'information n° 01/71 est disponible sur le site Web du FMI (www.imf.org).

Enjeux

La Turquie dispose d'une stratégie économique viable, mais son succès dépend du rétablissement de la confiance et de la réduction des taux d'intérêt. Ces deux facteurs exigent de persévérer dans l'exécution de la politique économique, avec l'appui total des forces politiques. Grâce à un ajustement budgétaire majeur et à une aide financière exceptionnellement élevée du FMI et d'autres prêteurs, le programme vise à assurer que la dette publique reste supportable. Hier, nous avons évoqué avec le Trésor les perspectives de reconduction de sa dette et il est clair que les mesures annoncées plus tôt dans la semaine par le gouvernement réduiront notablement les refinancements nécessaires et aideront à assurer que la dette reste supportable. En outre, le Trésor envisage de continuer d'adapter ses instruments de financement aux conditions du marché.

Par ailleurs, certains indices montrent clairement que l'inflation recule. Si, comme beaucoup s'y attendent, l'inflation est faible en juillet, les taux d'intérêt pourraient commencer à baisser, ce qui serait approprié étant donné la stratégie de ciblage de l'inflation adoptée par la banque centrale. Celle-ci se fonde déjà sur un ciblage informel de l'inflation pour moduler ses taux d'intérêt et elle envisage de mettre en place aussi vite que possible les mécanismes institutionnels qui lui permettraient de cibler officiellement l'inflation.

Brésil : un accord de confirmation de 15 milliards de dollars est recommandé

Dans une note d'information datée du 3 août, Horst Köhler, Directeur général du FMI, a annoncé que la direction du FMI a l'intention de recommander au Conseil d'administration l'approbation d'un nouvel accord de confirmation en faveur du Brésil pour la période se terminant en décembre 2002. La direction recommandera de mettre environ 15 milliards de dollars, soit 400 % de la quote-part du pays, à la disposition du Brésil dans le cadre de ce nouvel accord. Sur ce montant, 12,5 milliards de dollars seront fournis au titre de la facilité de réserve supplémentaire. Les autorités brésiliennes ont indiqué qu'il s'agirait d'un accord de précaution.

Il est prévu que le Conseil d'administration examine cette demande d'aide en faveur du Brésil en septembre 2001 et le premier tirage de 4,6 milliards de dollars environ sera disponible dès l'approbation du nouveau programme par le Conseil.

La semaine prochaine, les autorités brésiliennes annonceront les mesures associées au nouveau programme.

Annonçant la décision de la direction du FMI, M. Köhler a déclaré : «Les autorités brésiliennes renforcent leur politique budgétaire et monétaire et exécutent leur programme de réformes structurelles face à un climat extérieur difficile. Étant donné les solides antécédents du Brésil et les mesures renforcées prévues dans le programme, je suis prêt à recommander ce nouveau programme au Conseil d'administration du FMI.»

Le texte (en anglais) de la note d'information n° 01/72 est disponible sur le site Web du FMI (www.imf.org).

Un taux de change flexible est essentiel aussi dans la situation économique actuelle. Heureusement ou malheureusement, le flottement de la livre est la seule option envisageable aujourd'hui, et c'est bien compris et accepté par les autorités. La Turquie est toujours en période de transition après l'abandon de la parité fixe en février et l'incertitude entourant le fonctionnement du marché est bien entendu plus forte qu'elle ne le sera lorsque le marché se sera stabilisé et aura développé des instruments, entre autres de couverture, qui permettront aux agents économiques de faire face aux inévitables fluctuations du taux de change. Dans ces conditions, il est envisageable d'intervenir parcimonieusement de temps à autre pour faire face à une forte instabilité du marché, mais pas pour viser un taux particulier. L'adoption officielle du ciblage de l'inflation, qui offrira à la politique monétaire un ancrage nominal bien défini, devrait aussi aider à promouvoir la stabilité des marchés financiers et du taux de change.

En ce qui concerne la politique du taux de change, je voudrais ajouter qu'il peut y avoir une certaine confusion quant à la différence entre les adjudications régulières de devises et les interventions de stabilisation de la banque centrale. Dans le cadre de son programme économique, le Trésor emprunte des devises à la banque centrale pour financer une partie du budget. Pour que le Trésor obtienne les livres dont il a besoin, ces devises doivent être vendues sur le marché. Ce sont ces ventes qui sont effectuées lors des adjudications régulières annoncées à l'avance. Par ailleurs, il se peut que la banque centrale intervienne de temps en temps sur le marché des changes pour stabiliser de fortes fluctuations. Mais les adjudications font partie

du programme de financement du Trésor et ne sont pas considérées comme des interventions sur le marché des changes.

La période à venir devra être consacrée essentiellement à l'application de mesures déjà arrêtées pour lesquelles une loi a déjà été adoptée ou est sur le point de l'être. Plusieurs nouvelles mesures sont prévues pour assurer le succès du programme. Le nouvel organe de contrôle bancaire est apparu comme un élément moteur de la restructuration longtems attendue du système bancaire et il poursuivra ses efforts. En ce qui concerne les autres réformes structurelles, les autorités se doivent maintenant de les exécuter, après les avancées législatives considérables depuis l'adoption du nouveau programme. Il sera particulièrement important d'accomplir des progrès tangibles dans la privatisation des grandes entreprises publiques, notamment Türk Telekom, et de prendre des mesures concrètes pour continuer d'améliorer le climat des affaires et la transparence de la gestion des ressources publiques. La politique budgétaire aura encore pour objectif d'assurer la viabilité de la dette et la politique monétaire sera fondée dès que possible sur le ciblage de l'inflation.

Enfin, la stratégie économique doit être mieux communiquée aux investisseurs et aux autres observateurs. La poursuite des efforts visant à améliorer le dialogue social et à protéger les couches les plus vulnérables de la société aidera aussi à renforcer l'appui au programme. Dans tous ces domaines, mes entretiens avec les dirigeants politiques hier à Ankara et avec les représentants du secteur privé aujourd'hui à Istanbul ont été très encourageants. ■

Publications récentes

Occasional Papers (Études spéciales, 20 \$; enseignants des universités et étudiants : 17 \$)

205: *Stabilization and Savings Fund for Nonrenewable Resources: Experience and Fiscal Policy Implications*, Jeffrey Davis, Rolando Ossowski, James Daniel, and Steven Barnett

Working Papers (Documents de travail, 10 \$)

01/89: *Productivity in the OECD Countries: A Critical Appraisal of the Evidence*, César Calderón

01/90: *Investment Banking and Security Market Development: Does Finance*

Follow Industry? Bharat N. Anand and Alexander Galetovic

01/91: *An Assessment of Fiscal Rules in the United Kingdom*, Michael Kell

IMF Staff Country Reports (Rapports sur les pays membres, 15 \$)

01/120: Chile: Selected Issues

01/121: Grenada: 2001 Article IV Consultation

01/122: Grenada: Statistical Appendix

01/123: Democratic Republic of the Congo: Selected Issues and Statistical Appendix

01/124: United Kingdom: Selected Issues

01/125: Mauritius: Statistical Annex

01/131: Nigeria: 2001 Article IV Consultation

01/132: Nigeria: Selected Issues and Statistical Appendix

01/133: Israel: 2001 Article IV Consultation

01/134: Israel: Selected Issues and Statistical Appendix

Autres publications

Debt Relief for Poverty Reduction: The Role of the HIPC Initiative, Jacqueline Irving (gratuit)

Vous pouvez vous procurer ces publications en vous adressant à : IMF Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

Vous trouverez sur le site www.imf.org des informations en anglais concernant le FMI. Le site www.imf.org/external/fre/index.htm propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.



(suite de la première page) L'exécution des programmes. En outre, selon Gus O'Donnell, ancien administrateur du FMI et de la Banque mondiale pour le Royaume-Uni et aujourd'hui au Trésor britannique, si la liste de conditions est longue, il est impossible de mesurer le succès d'un programme lors des revues.

Le succès d'un programme ne dépend pas du nombre de conditions, mais bien de la prise en main des programmes par les pays, c'est-à-dire la volonté du pays, société civile et pouvoirs publics, d'assumer la responsabilité du programme. Pour en arriver là, les autorités nationales doivent participer à la définition des conditions dont le programme est assorti. L'allègement et le recentrage des conditions n'amélioreront pas la prise en charge des programmes si le pays dans son ensemble estime que les réformes sont dictées de l'extérieur, a déclaré Tony Killick, consultant auprès du Département britannique du développement international. Wesley Hughes, de l'Institut de planification de la Jamaïque, a noté que c'est seulement lorsque son pays a assumé totalement la responsabilité de son programme, conçu par les autorités, que la population a accepté le programme.

Les participants ont avancé trois propositions concrètes pour renforcer la prise en charge des programmes. Premièrement, la Banque mondiale et le FMI doivent être plus transparents et responsables dans la conception et l'application de la conditionnalité. En particulier, ils doivent consulter minutieusement et systématiquement les autorités locales et, de préférence avec les autres parties prenantes, déterminer les préférences et les priorités du pays avant de chercher à définir les conditions. Si, en conséquence de la présente revue, le FMI ne faisait que transférer la conditionnalité structurelle à la Banque, l'effet net ne serait pas évident pour les pays, a noté M. Killick.

Deuxièmement, les deux institutions doivent toujours s'assurer que les autorités nationales disposent de plusieurs options.

Ces deux propositions sont prises en compte dans le processus des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), ce dont les participants ont pris note avec satisfaction, tout en jugeant qu'elles pourraient être appliquées de façon plus large. Les lettres d'intention, comme les DSRP, devraient être rédigées par les pays et non par les services du FMI, a noté Makhtar Sop Diop, ancien Ministre des finances du Sénégal, même si leur formulation ne reflète pas le langage utilisé par le Conseil d'administration du FMI. Malheureusement, a observé un des intervenants, le fait que l'on insiste pour que les documents des pays soient appelés DSRP, plutôt qu'un titre mieux adapté aux besoins des pays, est un indicateur subtil de la tendance du FMI et de la Banque à garder le contrôle du processus.

Troisièmement, les deux institutions doivent consacrer davantage de ressources au renforcement des capa-

ités dans les pays en développement. Micah Cheserem, ancien Gouverneur de la Banque centrale du Kenya, a noté que l'éducation coûte cher, mais que l'ignorance coûte plus cher encore, et nombre de pays à faible revenu doivent consacrer plus de ressources à la mise en valeur de leur capital humain s'ils souhaitent concevoir efficacement leurs propres programmes. Selon lui, l'assistance technique est inappropriée à cet effet.

Conditionnalité du FMI

La communication est importante aussi, a ajouté M. Cheserem. Le FMI doit mieux expliquer ce qu'il fait dans les pays à programme et investir davantage dans le renforcement de sa présence sur le terrain, a noté Gray Mgonja, Vice-Secrétaire permanent de la Tanzanie, qui a évoqué la nécessité d'impliquer les parties prenantes au sein du pays.

Certains intervenants ont suggéré que le FMI ferait mieux de différencier plus clairement et plus systématiquement les programmes qu'il appuie. David Vines, de l'université d'Oxford, a proposé trois catégories : 1) les programmes visant à appuyer à court terme la balance des paiements (qui exigent essentiellement une macroconditionnalité), 2) les programmes visant à résoudre des crises financières (qui requièrent aussi des réformes structurelles aux résultats rapides, notamment dans le secteur financier) et 3) les programmes visant à appuyer des stratégies de développement à plus long terme (qui requièrent peut-être une approche plus globale, mais aussi plus progressive des réformes structurelles).

Selon les participants, chaque catégorie a des implications différentes pour la conditionnalité et la prise en charge des programmes. Grâce à cette différenciation, on pourrait mieux définir la nécessité d'une conditionnalité structurelle et les pays pourraient mieux contrôler leur action à plus long terme lorsqu'ils ne sont pas en crise. Même la coordination et la répartition des tâches entre la Banque mondiale et le FMI bénéficieraient de cette distinction.

Rôle du FMI et de la Banque mondiale

Nombre de participants sont d'avis que la collaboration entre le FMI et la Banque mondiale devrait être plus systématique et l'un d'entre eux a même suggéré la fusion des deux institutions. Ils ont aussi insisté sur la collaboration entre les pays donateurs. M. Mgonja a noté que la capacité des pays emprunteurs est souvent tendue à l'extrême parce qu'ils ont à négocier avec le FMI, la Banque mondiale, une banque régionale de développement, l'Union européenne, et d'autres



Au centre, Don McKinnon, Secrétaire général du Commonwealth, accueille les participants sous les yeux de Winston Cox (à gauche) et de Joanne Salop (à droite), coprésidents du séminaire.

créanciers et donateurs. Ce serait vraiment plus facile pour eux si les donateurs coordonnaient leur stratégie en matière de conditionnalité.

Le FMI doit aussi prendre en compte les contraintes politiques des pays aux différentes étapes de leur programme. Indrajit Coomaraswamy, Directeur par intérim de la Division des affaires économiques du Secrétariat du Commonwealth, a déclaré que les programmes devraient tenir compte des cycles électoraux et nombres d'intervenants sont convenus qu'un engagement durable envers la réforme est peu probable dans un contexte politique difficile : en

prêtant plus attention aux cycles budgétaires et électoraux, le FMI améliorerait la prise en charge des programmes par les pays et renforcerait leur exécution. À cet effet, le FMI doit mieux connaître les pays; il a été critiqué parce qu'il limite ses équipes sur le terrain à un représentant résident et n'envoie pas de mission en dehors des capitales, ce qui l'empêche de connaître suffisamment les pays dans lesquels il travaille. Selon M. Hussain, ceux qui, au FMI, ont la meilleure connaissance de la situation locale (les représentants résidents et les membres des services des départements géographiques) sont ceux qui ont le moins de pouvoir dans le processus décisionnel.

Les participants sont convenus de la nécessité de recentrer la conditionnalité, mais ils ont jugé que réduire le nombre de conditions ne suffit pas : il

importe aussi de réduire le degré de détail de la conditionnalité. Comme l'a noté M. Ahmed, il est important de distinguer clairement entre les mesures qui sont essentielles au succès d'un programme et celles qui sont utiles pour les pays mais pas essentielles au succès d'un programme. Les participants étaient du même avis, ajoutant que le FMI doit éviter de chercher à microgérer l'économie des pays emprunteurs.

Plusieurs intervenants ont appelé le FMI à se réorienter vers ses activités de base. Il y a trop de chevauchement de la Banque mondiale et du FMI dans les questions structurelles, en partie à cause de l'expansion graduelle de la mission du FMI dans les questions de croissance et de pauvreté. Un participant a noté que le «C» de FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance) ne fait pas partie de la mission du FMI; un autre espère que la seule conditionnalité des programmes de lutte contre la pauvreté sera celle énoncée dans les DSRP. Pour de nombreux intervenants, la Banque est bien mieux armée que le FMI face aux questions de pauvreté et aux questions structurelles, et il revient au FMI de justifier l'inclusion de conditions structurelles dans les programmes qu'il appuie. Cependant, nombre d'entre eux ont admis que, même dans les pays à faible revenu, la perception du marché est importante et la conditionnalité renforce la crédibilité des réformes opérées par les autorités. Dans cette optique, le FMI devrait continuer d'insister sur le fait que ces réformes structurelles améliorent la gestion publique et renforcent les systèmes financiers. ■

Simonetta Nardin
FMI, Département des relations extérieures



De gauche à droite :
Winston Cox,
Joanne Salop
et Masood Ahmed.

En anglais sur le site Web (www.imf.org)

Notes d'information

- 01/66 : Déclaration de Stanley Fischer, Premier Directeur général adjoint, sur la Turquie, 28 juillet (voir page 262)
- 01/67 : Horst Köhler, Directeur général, salue la décision du Sénat argentin, 30 juillet
- 01/68 : Éthiopie : décaissement FRPC de 22 millions de dollars, 2 août
- 01/69 : Examen de la FRPC, 3 août
- 01/70 : Participation du public à l'examen du processus des DSRP, 3 août
- 01/71 : Argentine : la direction recommande un décaissement accéléré, 3 août (voir page 263)
- 01/72 : Brésil : la direction recommande un accord de confirmation de 15 milliards de dollars, 3 août (voir page 263)
- 01/73 : Turquie : accord de confirmation de 1,5 milliard de dollars, 3 août (voir page 261)
- 01/74 : Niger : décaissement FRPC de 11 millions de dollars, 3 août
- 01/75 : Égypte : Horst Köhler salue l'ajustement du taux de change, 6 août
- 01/76 : Publication du rapport trimestriel sur le financement des marchés émergents, 8 août

Notes d'information au public (NIP)

- 01/76 : Comores, 1^{er} août
- 01/77 : République slovaque, 1^{er} août
- 01/78 : Malte, 3 août

- 01/79 : Corée : suivi post-programme, 2 août
- 01/80 : Maroc, 2 août
- 01/81 : Belize, 2 août
- 01/82 : Nigéria, 6 août
- 01/83 : Israël, 6 août

Discours

«The Economic Transition in Armenia», John Odling-Smee, Directeur du Département Europe II, American University of Armenia, Erevan, 31 juillet

Lettres d'intention et mémorandums de politiques économique et financière*

- Comores, 2 août
- Éthiopie, 2 août
- Turquie, 3 août
- Niger, 6 août

Conclusions des consultations au titre de l'article IV*

Italie (préliminaire), 3 août

Fiche technique

Le rôle du FMI dans la lutte contre le VIH/sida, 2 août

Divers

«International Capital Flows: A Challenge for the Twenty-First Century», Sérgio Pereira Leite, Directeur assistant, Bureau européen du FMI, 1^{er} août*
 Activités financières du FMI, 3 août
Emerging Market Financing: Quarterly Report, Département des études du FMI, 9 août

*Date de l'affichage

Entrevue avec Xavier Sala-i-Martin . . .

Ouverture, institutions de marché et flexibilité : trois ingrédients pour la croissance

Du 23 au 27 juillet, lors d'un cours — encore une fois très prisé — organisé par l'Institut du FMI dans le cadre de son programme de formation interne, Xavier Sala-i-Martin, professeur d'économie à la Columbia University, a traité de la croissance sous l'angle théorique et empirique. M. Sala-i-Martin, qui venait au FMI pour la septième fois, a évoqué avec Alicia Jiménez, de l'Institut du FMI, les principaux facteurs qui doivent être présents pour stimuler la croissance.

M^{ME} JIMÉNEZ : Quels sont les trois principaux déterminants de la croissance?

M. SALA-I-MARTIN : Premièrement, l'accumulation de facteurs (capital physique et humain), l'éducation, etc. Deuxièmement, des institutions qui favorisent le jeu des mécanismes de marché. Et troisièmement, l'ouverture non seulement au commerce, mais aussi aux capitaux, à la technologie, aux idées, à l'investissement direct étranger et à l'information.

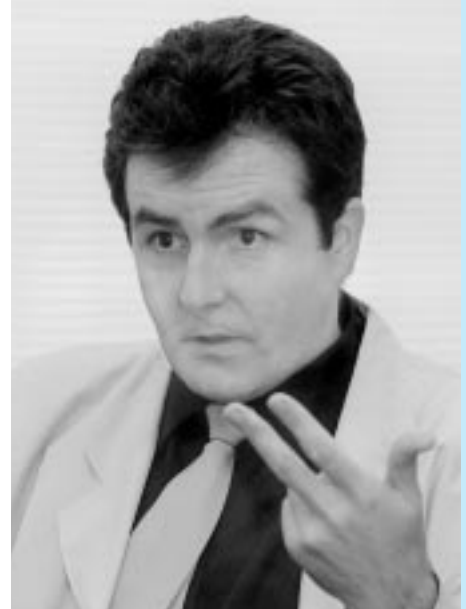
M^{ME} JIMÉNEZ : Les données empiriques montrent-elles que ces trois facteurs étaient présents dans la plupart des pays qui ont enregistré une croissance durable?

M. SALA-I-MARTIN : Ma réponse reposait sur des données empiriques. L'expérience varie d'un pays à l'autre : il n'y a pas de recette miracle. Dans des circonstances identiques, certains pays prospèrent, d'autres pas. Mais, de manière générale, les trois facteurs susmentionnés — et il y en a d'autres en fait — semblent être présents lorsqu'une stratégie de croissance porte ses fruits et vice versa.

M^{ME} JIMÉNEZ : Que disent les données empiriques en ce qui concerne les liens entre la santé, l'éducation et l'investissement dans le capital humain et la croissance?

M. SALA-I-MARTIN : Les liens entre la santé et la croissance sont assez manifestes. Une bonne santé est propice à la croissance. Les pays où l'espérance de vie est élevée tendent à afficher une croissance bien plus élevée. Il est clair que l'éducation est importante, mais le lien n'est pas aussi clair qu'on voudrait le croire. En fait, les travaux dans ce domaine arrivent à une conclusion étonnante : il ne semble pas y avoir de corrélation étroite entre nombre de mesures du niveau d'éducation (effectifs universitaires par exemple) et la croissance. Il se peut que, dans de nombreux pays, un diplôme universitaire n'accroisse pas vraiment le capital humain. Un étudiant peut apprendre beaucoup de choses théoriques qui ne sont pas utiles pour la production.

J'explique souvent que ce qu'il faut apprendre, ce ne sont pas des choses, mais bien comment *apprendre*. Dans un monde où les technologies changent très vite, la main-d'œuvre doit être flexible. On apprend à produire des montres aujourd'hui, mais d'ici un ou deux ans, il faudra produire des disques compacts et dans cinq ans, autre chose encore. Si on apprend à produire des montres et que l'économie produit des montres, tout va bien. Mais dès que l'économie passe à la production de disques compacts, le fait que la main-d'œuvre ne soit pas flexible et n'ait pas «appris à apprendre» peut freiner la croissance. Et ce n'est pas mesuré par le nombre d'années passées à l'école.



M^{ME} JIMÉNEZ : La croissance est-elle toujours la même, ou y a-t-il des sentiers de croissance de qualité supérieure?

M. SALA-I-MARTIN : Il y a différents types de croissance, certains bons, d'autres mauvais. La meilleure croissance est durable, c'est-à-dire qu'elle peut durer longtemps. Par exemple, certains types de croissance qui sont tirés par une forte demande tendent à s'esouffler si l'offre n'augmente pas parallèlement à la demande. L'inflation monte alors en flèche. Ce type de croissance n'est pas durable. Une croissance durable tire l'offre et la demande simultanément.

M^{ME} JIMÉNEZ : Dans nombre de pays, surtout en Amérique latine, on se demande quelle sera la prochaine étape après la stabilisation macroéconomique et l'assainissement des finances publiques. Comment accélérer la croissance, combattre la pauvreté et le chômage?

M. SALA-I-MARTIN : Une situation macroéconomique stable, c'est important, mais cela ne suffit pas. Il faut aussi que la microéconomie fonctionne bien. En d'autres termes, les marchés du travail doivent être flexibles, non seulement d'un point de vue juridique, mais plus encore en termes d'ouverture d'esprit. Il ne faut pas entrer dans le marché du travail à seize ans, trouver un emploi dans une banque et penser qu'on

Sala-i-Martin : «Dans un monde où les technologies changent très vite, la main-d'œuvre doit être flexible.»

«Aujourd’hui, lorsqu’on évoque le recul de la pauvreté, on parle en termes d’êtres humains plutôt que de pays.»

Sala-i-Martin

y fera toute sa carrière. Dans un monde en mutation rapide et où la technologie est l’élément moteur, il faut être prêt à changer de région, voire de pays, mais aussi de secteur. Personne ne naît banquier ou fabricant de radio : nous devons tous être prêts à changer plusieurs fois d’emploi au cours de notre vie.

Il faut aussi que les institutions fonctionnent bien. Dans de nombreux pays, le principal problème n’est pas la politique macroéconomique, ni le mauvais fonctionnement des marchés, mais bien l’absence d’institutions importantes pour la croissance, par exemple les droits de propriété. Si, dans un pays donné, le vol d’un investissement ou une guerre constitue une forte probabilité, ou si la criminalité est élevée et que la police est inefficace, personne ne va y investir même si les autorités mènent une politique économique saine.

Enfin, il faut être relié au reste du monde. Les économies fermées ne fonctionnent pas bien. Je ne parle pas seulement du commerce : une économie ouverte signifie libre circulation des biens, des capitaux, des idées, des technologies, de l’information et des personnes.

Cela dit, les institutions et les politiques optimales diffèrent d’un pays à l’autre. Si vous cherchez à mettre en place des institutions norvégiennes au Zimbabwe, par exemple, vous n’y arriverez pas. Chaque pays, voire chaque région, a son propre mode de fonctionnement optimal.

M^{ME} JIMÉNEZ : Donc, si une région ou un pays cherche son sentier de croissance optimal, quel est le processus à suivre? Une consultation de la base vers le haut?

M. SALA-I-MARTIN : Oui, il vaut mieux cela que d’avoir des personnes intelligentes à Washington écouter les experts, car ceux-ci se tournent généralement vers ce qui a donné des résultats. Ils constatent que Singapour, la RAS de Hong Kong ou la province chinoise de Taiwan sont des réussites : faisons donc la même chose en Zambie, disent-ils. Cela ne fonctionnera pas, parce que la Zambie a une population, une histoire, des institutions, un climat et une géographie différents. Elle ne pourra pas imiter parfaitement Singapour. En termes de développement, les réussites et les échecs se présentent généralement par région. Il faut donc tirer les enseignements de l’expérience de ses voisins, et non des pays de l’autre bout du monde. Cela ne veut pas dire que les voisins savent exactement ce qu’il faut faire, mais il faut au moins les écouter. Nous, les pays riches, nous ne connaissons rien à ces choses. Nous pouvons offrir nos conseils et nos compétences, mais fondamentalement ce sont les pays en développement eux-mêmes qui doivent décider de leur stratégie.

M^{ME} JIMÉNEZ : Nombreux sont ceux qui disent que la démocratie est le meilleur système politique si l’on veut assurer une croissance durable à long terme.

Qu’en pensez-vous?

M. SALA-I-MARTIN : Je commencerais par mettre en doute l’idée selon laquelle la démocratie est une condition préalable à la croissance, parce que certaines des plus grandes réussites n’ont pas eu pour théâtre des systèmes très démocratiques. Pour réussir, je crois, il faut faire participer les plus pauvres à l’économie. Un moyen d’assurer que personne n’est à la traîne est de mettre en place un solide système démocratique qui donne à tous l’impression qu’ils participent au processus. Mais beaucoup de dictateurs peuvent en arriver là aussi. Par exemple, au moins jusqu’en 1997, l’Indonésie de Suharto a obtenu d’assez bons résultats. Les pauvres, en particulier, se débrouillaient bien; les «copains» du régime se portaient très bien aussi, bien sûr, beaucoup mieux que quiconque. Mais les autorités ont éradiqué la pauvreté dans des proportions records. C’est la même chose en Chine, où des millions de personnes sortent de la pauvreté. Aucun de ces deux pays n’a un système démocratique. La clé du succès, c’est que les masses ne soient pas à la traîne.

M^{ME} JIMÉNEZ : Comment le FMI peut-il faciliter ce processus de croissance? Si ce n’est favoriser la stabilité macroéconomique, quel est son rôle dans la promotion de la croissance et le combat contre la pauvreté?

M. SALA-I-MARTIN : Je ne suis pas sûr que le FMI ait un rôle à jouer dans le combat contre la pauvreté. Tout d’abord, chacun doit faire son travail et uniquement son travail. Si l’on cherche à faire le travail de quelqu’un d’autre, on ne le fait pas aussi bien. L’objectif principal du FMI n’est pas d’éradiquer la pauvreté, ni d’éduquer les jeunes filles dans les pays pauvres. D’autres institutions doivent s’occuper de ces problèmes. Puisque le FMI n’est pas un expert dans ces questions, s’il n’arrive pas à éradiquer la pauvreté, par exemple, tout le monde dit que le FMI est inutile. Mais ce n’est pas vrai : ce n’est simplement pas son travail. Le FMI effectue peut-être un travail parfait dans ses domaines de compétence, mais s’il échoue dans un domaine qui n’est pas le sien, sa réputation en souffre.

Mais supposons que nous disons que le FMI devrait tenter de promouvoir la croissance. Comme je l’ai dit, il n’y a pas de recette unique. Et même s’il y en avait une, elle serait horriblement compliquée. Il serait donc ridicule qu’une seule institution cherche à promouvoir la croissance partout dans le monde. Comment? En imposant des conditions? Nous vous donnons de l’argent si vous prenez ces 75 mesures. Mais nous ne savons pas si ces 75 mesures sont bonnes pour chaque pays. On va donc commettre des erreurs. Si l’on cherche à mettre en place des institu-



tions européennes en Amérique latine, ce sera un désastre. Je pense donc que le FMI peut faciliter le processus en faisant son devoir : promouvoir la stabilité macroéconomique. Ce n'est qu'un des quatre éléments du processus de croissance, je sais, mais d'autres organes doivent assumer la responsabilité des trois autres.

M^{ME} JIMÉNEZ : Le FMI et la Banque mondiale s'intéressent à la pauvreté et à la croissance. À votre avis, chaque pays ou région devrait-il décider de son mode de croissance optimal et ensuite solliciter l'aide du FMI?

M. SALA-I-MARTIN : Il faut aider, mais surtout écouter. Peut-être faut-il fixer des objectifs communs que les pays acceptent, plutôt que les moyens d'atteindre ces objectifs. Supposons que vous cherchez à arrêter de fumer. Quiconque a essayé d'arrêter sait que sans volonté c'est impossible. Supposons que quelqu'un vous dise que si vous n'arrêtez pas de fumer, il ne vous donnera pas à manger. Vous allez prétendre que vous avez arrêté et vous ruer aux toilettes pour y fumer dès que vous le pourrez. Très souvent, lorsque le FMI cherche à imposer trop de conditions — même si elles sont bonnes pour le pays ou si le pays convient que c'est exactement ce qui est à faire —, les pays disent : c'est l'idée du FMI et nous n'en voulons plus. L'idée doit venir d'eux. Ils doivent élaborer leur propre stratégie de croissance et nous leur donnerons de l'argent pour les aider à l'exécuter, mais en respectant certaines règles. Je pense que ce serait plus efficace que d'imposer 75 mesures. Par ailleurs, la population doit être déterminée, parce que ces 75 mesures signifient de gros sacrifices et leur exécution sera fort difficile. Faute de véritable détermination, le processus prendra fin au premier problème venu.

M^{ME} JIMÉNEZ : Qu'est-ce que le piège de la pauvreté et pourquoi certains pays y sont-ils pris?

M. SALA-I-MARTIN : Certains pays semblent être bloqués à un niveau donné de revenu et de pauvreté, et incapables de progresser. C'est un piège en quelque sorte, mais je ne suis pas sûr que l'on y tombe. Avant 1750 et la révolution industrielle, tous les pays du monde étaient pauvres. En fait, ils étaient tous dans le piège et ils l'ont quitté lentement un par un : d'abord l'Angleterre, puis les États-Unis et l'Europe, le Japon, l'Asie de l'Est et, plus récemment, l'Inde et la Chine.

Je suis optimiste pour deux raisons. Premièrement, beaucoup de pays sont sortis du piège et presque aucun n'y est retombé. Je n'aime pas parler de miracle pour les pays qui ont réussi à en sortir. Le mot miracle implique que nous ne savons pas ce qui s'est passé. Or, nous pouvons analyser le cas de la Chine ou des pays de l'Asie de l'Est, par exemple, et comprendre ce qui s'est passé.

En application de ce principe, tous les pays seront sortis du piège d'ici trois cents ans et seront riches. Tous les quarante ans, quinze pays sortiront du piège et un y retombera. Nous ne voulons peut-être pas attendre trois cents ans pour en arriver là, mais pour tout c'est ce qui va se passer.

Deuxièmement, aujourd'hui on parle d'êtres humains plutôt que de pays. Ces vingt dernières années, les inégalités dans le monde ont reculé rapidement. Ce n'est pas évident si l'on examine les variations d'un pays à l'autre. Il

semble que les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches. Mais on oublie un élément très important : les deux plus grands pays du monde — la Chine et l'Inde, un tiers de la population mondiale — se développent très rapidement et éradiquent la pauvreté dans des proportions records. Si l'on réfléchit en termes de population et non de pays, les inégalités sont donc bien en train de baisser.

M^{ME} JIMÉNEZ : Pensez-vous que la promotion de la croissance et la protection de l'environnement sont incompatibles?

M. SALA-I-MARTIN : Non. Plus nous devenons riches, plus nous nous préoccupons de l'environnement. Les pauvres ne s'intéressent pas aux baleines : ils ont d'autres soucis, plus importants. Dans cette optique, la croissance est peut-être une solution. Lorsque tout le monde sera riche, tout le monde se préoccupera de l'environnement. Un jour, on pourra consacrer 5 % du PIB à la protection de l'environnement. Mais il faut être riche pour pouvoir épargner.

Ensuite, la croissance va aider l'environnement, parce que la solution sera technologique. Nous brûlons du dioxyde de carbone — ce qui provoque sans doute le réchauffement de la planète — parce que nous n'avons rien de mieux à brûler. Si nous pouvions transmettre gratuitement l'énergie solaire et l'utiliser dans nos voitures et nos industries sans émettre de dioxyde de carbone... Nous finirons par mettre au point la technologie nécessaire, mais nous devons être suffisamment riches pour consacrer assez de ressources à la recherche et au développement. Les nouvelles technologies ne vont pas venir des pays pauvres. En arrêtant la croissance, on ne résoudra pas le problème : on risque plutôt de l'aggraver. ■



Les effets de contagion semblent plus limités que lors des crises précédentes

Les marchés émergents se caractérisent par leur prédisposition à de fortes pointes de volatilité et à la contagion d'un pays ou d'un marché à l'autre pendant une crise. Au sens le plus large, la contagion implique une variation simultanée du prix des actifs excédant la variation qui pourrait s'expliquer par les données fondamentales de l'économie concernée. Les craintes suscitées par la situation financière récente en

Aujourd'hui, les facteurs extérieurs communs et le manque de discernement de la part des investisseurs sont les facteurs d'explication les plus probables des pointes dans les corrélations.

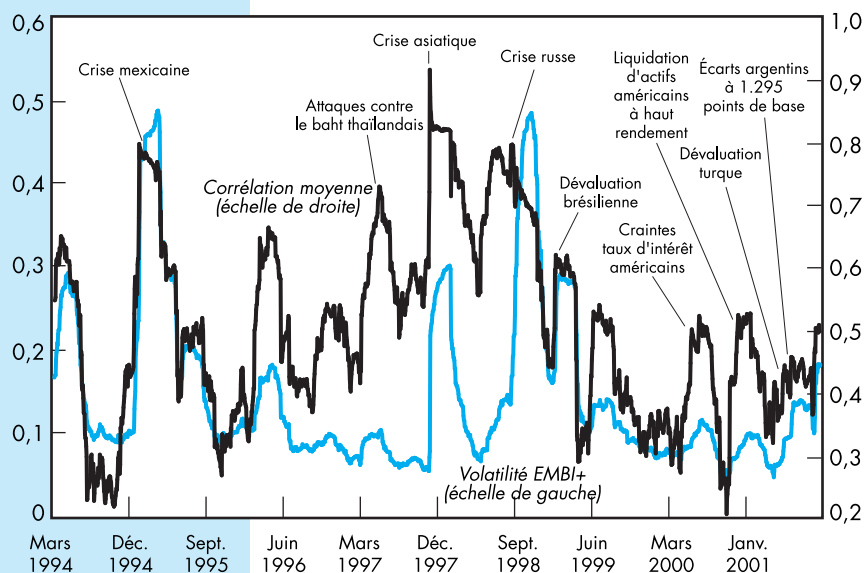
Marchés obligataires émergents

Il est évident qu'il y eut de fortes pointes de la corrélation croisée moyenne pendant les grandes crises des marchés émergents : la crise mexicaine début 1995; les attaques contre le baht thaïlandais début mai 1997; la crise asiatique en octobre 1997 et la défaillance russe en août 1998 (voir graphique page 270). La dévaluation de la livre turque en février 2001 a entraîné une hausse modeste de la corrélation croisée moyenne, à 0,43. Pendant la liquidation en Argentine en avril — les écarts d'intérêt souverains ont atteint près de 1.300 points de base — la corrélation moyenne était de 0,45. De la même manière, la récente liquidation en Argentine en juillet — les écarts souverains ont dépassé 1.600 points de base — a provoqué une hausse des corrélations moyennes, quoique relativement modeste, à 0,47. Dans ces trois récents épisodes, la corrélation croisée moyenne entre les marchés obligataires émergents a été bien plus faible que lors des crises précédentes. La volatilité de l'indice EMBI+ de J.P. Morgan (indice obligataire des marchés émergents), qui est aussi monté en flèche en période de crise, est également restée limitée, fort loin des niveaux observés lors des crises mexicaine, russe ou brésilienne.

En termes de contagion et de volatilité, les marchés émergents sont restés relativement stables pendant les plus récentes turbulences. Plusieurs facteurs ont joué un rôle :

- Il n'y a pas eu de crise à grande échelle sur un des principaux marchés émergents.
- Les craintes sont apparues à un moment où les marchés financiers mondiaux en général, et les marchés émergents en particulier, étaient beaucoup moins exubérants.
- Le ralentissement de l'économie mondiale était attendu depuis longtemps, et les investisseurs se sont détournés des actifs à risque, notamment ceux des marchés émergents, pour se réfugier dans des valeurs plus sûres.

Corrélation croisée moyenne et volatilité des marchés obligataires émergents



Note : EMBI+ = indice obligataire des marchés émergents établi par J.P. Morgan.

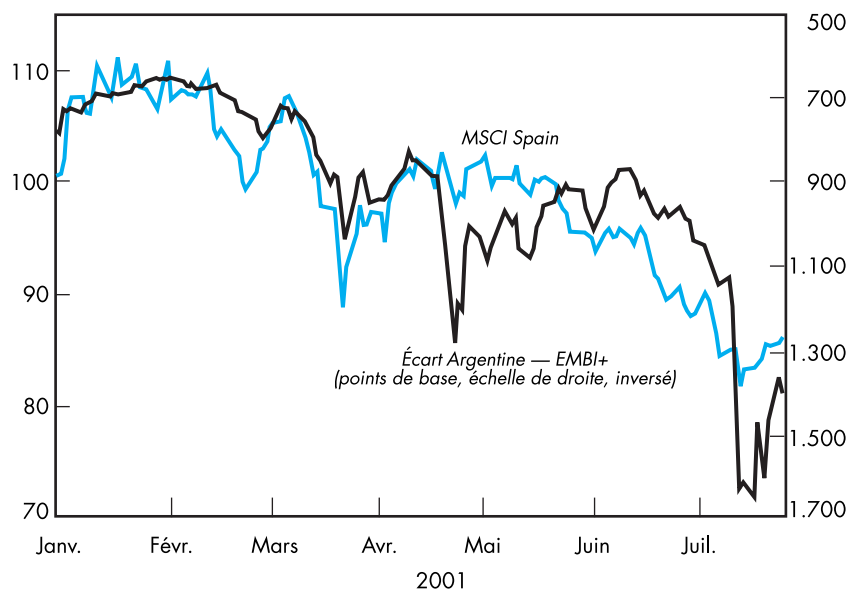
Source : FMI, *Emerging Market Financing*, 2001.

Argentine et en Turquie et la hausse connexe de la volatilité des marchés ont poussé à comparer le degré de contagion par rapport aux crises précédentes. S'il y eut clairement des cas de propagation internationale de la volatilité des marchés due à des problèmes financiers dans un pays donné, une évaluation du degré de contagion exige une mesure plus précise. L'une de ces mesures — la corrélation croisée moyenne des rendements — donne une indication de l'ampleur de la variation simultanée des rendements des pays et signale les périodes de vente ou d'achat généralisé.

La contagion peut se produire à des fréquences élevées, par exemple quotidiennement. Il n'est généralement pas possible d'obtenir des observations sur les variables économiques fondamentales à des fréquences aussi élevées. Une forte corrélation croisée moyenne s'explique par divers facteurs communs aux pays considérés : données économiques fondamentales, relations réelles et financières, chocs extérieurs et manque de discernement de la part des investisseurs.

Photographies : Secrétariat du Commonwealth, pages 261, 265 et 266; Kerim Okten (AFP), page 262; Fatih Saribas (Reuters), page 262; Denio Zara, Padraic Hughes, Pedro Márquez et Michael Spilotro (FMI), pages 263, 267-269, 273 et 275; Larry Downing (Reuters), page 264.

Risque souverain argentin et indices boursiers d'Europe occidentale



Note : MSCI = indice boursier Morgan Stanley Capital International.
EMBI+ = indice obligataire des marchés émergents établi par J.P. Morgan.

Source : FMI, *Emerging Market Financing*, 2001.

- Une baisse du degré d'endettement des investisseurs a réduit la nécessité de liquidations générales face à des appels de marge.

- Les problèmes de l'Argentine ne datent pas d'hier : les investisseurs ont pu se concentrer sur les crédits les plus sûrs au détriment de crédits plus risqués, et les plus avertis se sont débarrassés des actifs de pays en difficulté.

- Depuis la fin de l'an dernier, les investisseurs avertis se sont tournés vers le Mexique et la Russie au détriment de l'Argentine et du Brésil.

- Les investisseurs locaux sont de plus en plus importants pour la dette extérieure souveraine : ils constituent un canal de contagion peu probable d'un marché émergent à l'autre.

- Les données fondamentales de plusieurs des principaux pays à marché émergent se sont améliorées par rapport aux crises précédentes et ces pays sont donc mieux à même d'absorber la contagion, plutôt que de l'exacerber.

La tendance fondamentale des corrélations croisées moyennes entre les rendements des marchés obligataires émergents apparaît aussi sur les marchés d'actions et de devises; toutefois, les corrélations y sont plus faibles.

La contagion touche-t-elle les marchés matures?

Étant donné les engagements considérables de certaines banques et entreprises de marchés matures dans certains pays à marché émergent (sous la forme d'investissements directs dans des entreprises, d'investissements de portefeuille ou de prêts), l'évo-

lution du crédit sur ces marchés émergents influence sur la valeur de marché de ces entités. Par exemple, les cours des actions des banques et des entreprises espagnoles, dont les engagements en Argentine sont les plus élevés parmi les pays industrialisés, sont sensibles à tout élargissement soudain des écarts souverains de l'Argentine. Comme ces entités ont un poids notable sur le marché boursier espagnol, l'indice boursier espagnol est fort sensible à l'écart entre les obligations de l'Argentine et de l'indice EMBI+ (voir graphique ci-contre). De même, étant donné leurs engagements au Brésil et la forte corrélation entre les écarts brésiliens et argentins, les banques portu-

gaises sont très sensibles aussi à l'évolution de la situation en Argentine.

Conclusion

La situation actuelle et celle qui prévalait par exemple au moment de la crise russe diffèrent par la situation financière des marchés émergents, la nature des investisseurs et leurs positions. Ces différences expliquent pourquoi la contagion et la volatilité sur les marchés émergents ont été limitées jusqu'à présent et portent à croire que le risque de contagion est moindre aujourd'hui. ■

Subir Lall

FMI, Département des marchés internationaux de capitaux

Principaux taux du FMI

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
6 août	3,48	3,48	4,09
13 août	3,42	3,42	4,02

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des cinq pays dont les monnaies composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : www.imf.org/cgi-shl/bur.pl?2001.

Des informations générales sur les finances du FMI, y compris ces taux, sont disponibles à : www.imf.org/external/fin.htm.

Source : FMI, Département de la trésorerie.

Mettre les technologies au service du développement humain et du combat contre la pauvreté

L'édition 2001 du *Rapport mondial sur le développement humain* a été lancée à Mexico le 10 juillet. Le rapport explore comment mettre les nouvelles technologies au service du développement humain et, en fait, comment mettre la mondialisation au service de tous. Les liens entre technologie, lutte contre la pauvreté et développement humain ont aussi été l'un des principaux thèmes du récent sommet du G-8 à Gênes. Les précédentes éditions de ce rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont examiné la mondialisation, la croissance, l'éradication de la pauvreté et les droits de l'homme sous l'angle du développement humain.

Technologie et croissance

Selon le rapport, les avancées du développement au XX^e siècle sont dues essentiellement au progrès technique; celui-ci est responsable d'une bonne partie des écarts de croissance entre les pays et joue un rôle clé pour soutenir la croissance économique à long terme. Mais le rapport nous rappelle que des technologies considérées comme élémentaires dans les pays riches, telles que l'électricité ou l'accès aux médicaments de base, sont encore inaccessibles à un tiers de la population mondiale. Les technologies de l'information et des communications (TIC) peuvent aider à surmonter les obstacles de l'isolement social, économique et géographique, accroître l'accès à l'information et à l'éducation, et permettre aux pauvres de prendre davantage part aux décisions qui influent directement sur leur vie. En évaluant le potentiel des TIC, le rapport évoque de nouvelles opportunités d'émancipation politique (comme en témoigne la campagne mondiale par courrier électronique qui a contribué à renverser le Président Estrada aux Philippines, en janvier), les réseaux sanitaires (comme en Gambie et au Népal), l'apprentissage à distance (comme en Turquie) et la création d'emplois (comme au Costa Rica, en Afrique du Sud et en Inde).

Potentiel des biotechnologies

Le rapport innove en s'intéressant aux possibilités de promouvoir le développement grâce aux biotechnologies (médicaments et aliments génétiquement modifiés), et il attire l'attention sur les compromis entre biodiversité et pénuries alimentaires. Il note que le débat actuellement mené en Europe et aux États-Unis sur les aliments génétiquement modifiés néglige le plus souvent les préoccupations et les besoins du monde en développement. Il est probable que les consommateurs occidentaux, qui ne font face ni à des pénuries alimentaires ni à des déficiences nutritives, concentrent leur attention sur la sécurité alimentaire et la perte poten-

tielle de biodiversité, alors que les agriculteurs des pays en développement sont probablement plus intéressés par l'accroissement du rendement des cultures et de leur valeur nutritive. Par exemple, les récents efforts visant à interdire la production de DDT n'ont pas pris en compte les avantages offerts par le pesticide dans la lutte contre le paludisme dans les pays tropicaux. Le rapport est plus optimiste en notant que les progrès des technologies médicales ont déjà relevé l'espérance de vie rapidement et de manière spectaculaire, même dans les pays pauvres dotés d'une infrastructure sanitaire sommaire. Ainsi, pendant la «décennie perdue» des années 80, qui s'est caractérisée par la stagnation, voire le recul, du revenu de nombre de pays en développement, une nouvelle thérapeutique de réhydratation par voie orale et des vaccins plus efficaces ont réduit le nombre de décès provoqués par les principales maladies infantiles d'environ 3 millions.

Répartition inégale des chances offertes par les technologies

Le rapport réfute l'argument selon lequel un développement de base doit précéder les nouvelles technologies. Dans les milieux internationaux du développement, certains redoutent que l'engouement pour la technologie ne détourne les ressources consacrées aux objectifs de développement plus traditionnels. Mais le rapport explique que les TIC, ainsi que les biotechnologies, peuvent en réalité largement contribuer à faire reculer la pauvreté dans le monde. L'administrateur du PNUD, Mark Malloch Brown, met en garde : «ignorer les avancées technologiques dans les domaines de la médecine, de l'information et de l'agriculture revient à laisser passer des opportunités de transformer la vie des pauvres».

Jusqu'ici, on est passé à côté de nombreuses opportunités technologiques essentielles pour les pauvres, par manque de demande sur le marché et en raison de l'insuffisance des financements publics. Les fonds et les incitations accordés par le secteur public à la recherche et au développement pourraient compenser ces insuffisances du marché, mais, selon le rapport, jusqu'ici, dans les pays en développement comme dans les pays développés, les pouvoirs publics n'apportent pas le soutien nécessaire. Résultat : seulement 10 % de la recherche mondiale sur la santé sont consacrés à des maladies qui représentent 90 % des cas mondiaux. En 1998, alors qu'on a dépensé dans le monde 70 milliards de dollars pour la recherche médicale, à peine 300 millions ont été affectés aux recherches sur un vaccin contre le VIH/sida. La diffusion de la technologie est tout aussi inégale, les pays développés rassemblant 80 % des internautes dans le monde. La bande passante internationale accessible à l'Afrique est

inférieure à celle dont dispose la métropole brésilienne de São Paulo et les capacités de transmission de l'Amérique latine sont elles-mêmes globalement équivalentes à celles de la ville de Séoul, en République de Corée. Une utilisation équitable des droits de propriété intellectuelle et industrielle, en particulier une mise en œuvre juste de l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), est essentielle pour aller de l'avant. Selon le rapport, les engagements pris dans le cadre de l'ADPIC pour promouvoir les transferts de technologie vers les pays en développement ne sont guère plus que des promesses faites sur papier et les droits de propriété intellectuelle peuvent engendrer des excès, «contribuant au pillage silencieux de savoirs et de richesses que les pays en développement ont mis des centaines d'années à acquérir».

Si la révolution technologique et la mondialisation inaugurent l'«ère des réseaux», modifiant au passage

les modes d'élaboration et de diffusion de la technologie, celle-ci est créée en réaction aux pressions du marché et non aux besoins des pays pauvres. Et si l'action politique nationale est indispensable (même à l'ère des réseaux) et si tous les pays (même les plus pauvres) doivent mettre en œuvre des politiques favorisant l'innovation, ainsi que le développement des compétences avancées, les politiques nationales ne compenseront pas les insuffisances du marché à l'échelle planétaire. Des initiatives internationales et une utilisation équitable des règles mondiales sont nécessaires pour mettre les nouvelles technologies au service des besoins les plus criants des pauvres. C'est grâce à l'action publique, et non à la charité, que les nouvelles technologies pourront devenir un outil au service du développement humain, conclut le rapport. ■

Axel Palmason
Bureau du FMI aux Nations Unies

Entrevue avec Sakiko Fukuda-Parr . . .

Les stratégies de lutte contre la pauvreté doivent intégrer la diffusion des technologies

M^{me} Sakiko Fukuda-Parr, auteur principal et directrice du bureau du Rapport mondial sur le développement humain, a évoqué le rapport avec Axel Palmason :

M. PALMASON : Le rapport explore comment mettre les nouvelles technologies au service du développement humain, mais ne se préoccupe guère de la pratique. Y a-t-il convergence entre les travaux en cours sur les objectifs définis par le Sommet du millénaire pour le développement, le récent débat sur les biens publics mondiaux et les stratégies nationales de réduction de la pauvreté?

M^{me} FUKUDA-PARR : Déterminer comment mettre en pratique les idées du rapport, c'est la prochaine étape. Le rapport recommande une action internationale en vue d'investir dans des technologies répondant aux besoins des pauvres, comme les médicaments contre le paludisme et d'autres maladies; de nouvelles variétés de manioc, de millet et d'autres cultures; des ordinateurs à bas prix, avec des connexions sans fil, et des sources d'énergie décentralisées. Ce sont là des biens publics mondiaux. Nous considérons que ces initiatives sont importantes pour accélérer les progrès vers les objectifs définis par le Sommet du millénaire pour le développement. Il ressort de notre analyse que faute d'une accélération du mouvement, la plupart des pays n'atteindront pas ces objectifs. La technologie a accéléré les progrès de l'espérance de vie et de la sécurité alimentaire au cours du siècle écoulé et peut continuer de le faire. L'adoption et la diffusion des technologies appropriées doivent être une composante des stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

M. PALMASON : Selon le rapport, les marchés répartissent la technologie inégalement dans le monde et les pouvoirs publics, au niveau national et international, doivent ajuster leur action pour compenser cet échec. Quel en serait l'impact sur les priorités existantes, en particulier en matière budgétaire, et que peuvent faire les organisations multilatérales dans le cadre de leur mission?

M^{me} FUKUDA-PARR : Le rapport préconise une hausse des investissements dans le développement des technologies, ainsi qu'une meilleure adaptation et diffusion des technologies favorables au développement. Il donne des exemples d'investissements qui ont eu un rendement élevé et d'investissements dans le secteur public des pays en développement, dont le niveau stagne. Il appelle les programmes d'aide bilatérale, les organisations multilatérales, les fondations, les philanthropes, les entreprises et les universités à réviser leurs priorités de dépenses. Une bonne partie du développement des technologies doit se faire au niveau mondial et régional, mais il n'existe pas beaucoup de sources de financement propres à cet effet. Nous ne connaissons même pas le montant des dépenses. Le développement des technologies peut aussi être efficace lorsque le secteur privé, qui dispose non seulement des ressources financières, mais aussi des connaissances et des brevets, peut être impliqué dans des partenariats, comme le prouve l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida.

M. PALMASON : Le rapport soulève la question de la tarification différentielle des produits pharmaceutiques et technologiques; en d'autres termes, les pays en



Sakiko Fukuda-Parr

«Il y a bien une crise générale de l'investissement dans les technologies favorables au développement — nouvelles, intermédiaires ou traditionnelles...»
Fukuda-Parr

développement devraient payer moins pour la technologie. Comment justifier une telle tarification?

M^{ME} FUKUDA-PARR : Il existe déjà de fortes pressions du public sur l'industrie pharmaceutique dans ce sens et l'on cherche aussi à utiliser un système de licences obligatoires pour les médicaments génériques dans les pays en développement. C'est ainsi que le prix des médicaments contre le sida est tombé de manière spectaculaire de 10.000 dollars EU par personne par an à 350 dollars EU entre décembre 2000 et avril 2001. Nous pensons qu'il faut aller au-delà des médicaments contre le sida, dont les médias parlent beaucoup, pour couvrir tous les produits pharmaceutiques essentiels et autres produits technologiques. Il sera crucial à cet égard d'assurer que les pays en développement peuvent mettre en pratique légitimement des systèmes de licences obligatoires et d'importation parallèle qui sont compatibles avec l'accord ADPIC. C'est ce que font depuis des dizaines d'années le Canada, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, entre autres pays, et des efforts considérables sont déployés pour assurer leur efficacité. La segmentation des marchés est un problème multidimensionnel. Les craintes de réimportation risquent de saper l'appui à la tarification différentielle actuelle. Il faut donc commercialiser des médicaments sous des noms et des conditionnements différents, contrôler les exportations et éduquer le public pour que cette tarification soit acceptée, bien que l'on mette ainsi une pression supplémentaire (et nécessaire) sur les pouvoirs publics des pays industrialisés qui devront assurer une couverture totale des soins de santé pour leur population afin d'éviter une sanction de la part des consommateurs, qui observent des prix inabordables dans leur pays et plus bas à l'étranger.

M. PALMASON : Le rapport suggère aussi de réorienter les dépenses militaires des pays en développement vers la recherche scientifique. Qu'est-ce qui motiverait un tel changement?

M^{ME} FUKUDA-PARR : Le rapport met en évidence les dépenses militaires en Afrique subsaharienne essentiellement pour mettre en perspective le manque d'investissements dans la recherche dans le développement humain. Les pays de l'OCDE ont dépensé 51 milliards de dollars EU dans la recherche militaire en 1998, contre seulement 300 millions de dollars EU dans la recherche sur un vaccin contre le sida en l'an 2000. Il faut faire davantage pression sur les autorités des pays industrialisés et en développement pour qu'ils investissent dans des technologies constructives et non destructives. Le prix de la recherche et du développement (ou d'un fonds mondial pour la santé de 10 milliards de dollars EU) peut sembler élevé et inabordable dans l'absolu, mais ces priorités pour le développement ne représentent qu'une fraction des fonds déjà engagés dans la recherche et le développement — mais pas la bonne. La sécurité et la défense nationales doivent céder la place à la sécurité humaine et à la santé, à l'environnement et à l'agriculture.

M. PALMASON : Le rapport recommande de former les décideurs à l'analyse des politiques technologiques. Quels décideurs devraient recevoir cette formation et qui devrait la donner?

M^{ME} FUKUDA-PARR : La capacité des décideurs à traiter les questions scientifiques et technologiques exige une attention particulière pour que les pays en développement puissent prendre des positions qui reflètent véritablement leurs intérêts. Les pays doivent aussi être en mesure de négocier des accords d'acquisition et de transfert de technologie. Les décideurs de différentes branches de l'administration publique ont besoin de cette formation, ce qui n'est pas surprenant étant donné l'influence envahissante de la technologie sur de nombreux aspects de l'action des pouvoirs publics. Nous pensons qu'une formation en sciences, en technologies et en développement humain permettrait de mettre en place le cadre professionnel nécessaire pour clarifier le rôle de la science et de la technologie dans le développement, et promouvoir la rigueur intellectuelle et analytique nécessaire pour appuyer l'action dans ce domaine. Actuellement, seule une poignée d'universités dans le monde offre une telle formation : il doit y en avoir beaucoup plus. Les académies nationales des sciences pourraient aussi identifier les besoins en formation et encourager les universités à mettre sur pied les programmes adaptés.

M. PALMASON : Le rapport conclut qu'il est nécessaire d'établir un cadre mondial à l'appui de la recherche et du développement qui réponde aux besoins des pauvres. Cette recommandation est-elle limitée à la recherche dans les technologies de l'information et des communications (TIC) et la biotechnologie, ou s'applique-t-elle aux questions de développement dans leur ensemble?

M^{ME} FUKUDA-PARR : Ce n'est certainement pas limité ni aux nouvelles technologies, ni aux TIC, ni à la biotechnologie. Il y a bien une crise générale de l'investissement dans les technologies favorables au développement — nouvelles, intermédiaires ou traditionnelles — et non seulement dans la santé, l'agriculture et l'éducation, mais aussi dans les transports, l'énergie et la construction. Le déclin général de l'appui au renforcement des capacités dans les pays en développement doit être inversé pour permettre à ces pays d'adapter les technologies à leurs besoins spécifiques et d'en créer de nouvelles. Le profil à long terme de l'investissement dans la recherche et celui à plus court terme de projets orientés vers les résultats constituent une partie du problème, et le rapport appelle vivement les organisations bilatérales et multilatérales à réviser leurs positions sur ces types d'investissement. ■

Le *Supplément* annuel sera publié au début du mois de septembre. Le prochain numéro du *Bulletin du FMI* paraîtra le 10 septembre.

Comment gérer une économie qui repose sur le secteur de l'énergie

Avec un PIB de près de 8 milliards de dollars en l'an 2000, l'économie de la Trinité-et-Tobago est la plus grosse de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Depuis la découverte du pétrole dans les années 50, le secteur de l'énergie joue un rôle de plus en plus important, au détriment de l'agriculture. Comprenant le pétrole, le gaz naturel liquéfié (GNL) et les industries basées sur le GNL, comme le méthanol et l'ammoniac, il représentait environ 40 % du PIB en 1980, année où les prix du pétrole ont atteint un record, et représente aujourd'hui environ un quart du PIB et des recettes publiques, et 80 % des exportations de marchandises.

Crise des années 80

La chute des prix pétroliers au milieu des années 80 a provoqué une récession qui a duré près de dix ans. Entre 1982 et 1993, le PIB réel a chuté de plus de 25 %; le PIB moyen par habitant est tombé de 7.000 à 3.600 dollars EU; les réserves de change se sont effondrées de 3 milliards à 200 millions de dollars EU; et la dette extérieure est passée de 13 % à près de 50 % du PIB, du fait de la dégradation des finances publiques. En outre, le chômage est monté de 10 % à un sommet de près de 25 % à la fin des années 80, avant de redescendre à 19 % en 1993; les dépenses consacrées à la lutte contre la pauvreté et au développement social ont été comprimées, et l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée a augmenté notablement.

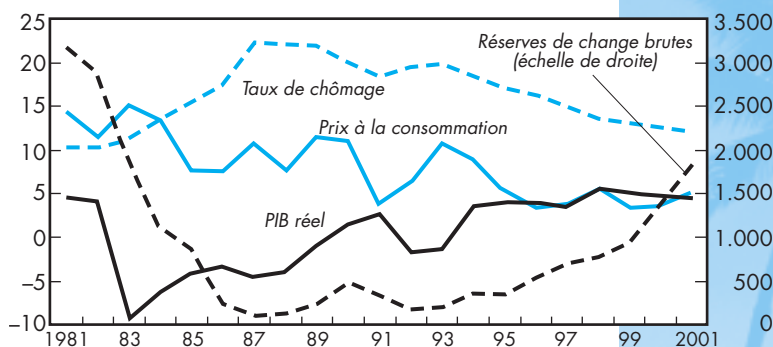
Les autorités ont cherché à résoudre la crise en combinant financement, ajustement et réformes dans le cadre de programmes appuyés par le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. L'ajustement s'est intensifié à partir de 1988, avec notamment une hausse des tarifs de services publics, des compressions de dépenses publiques (y compris des baisses de salaires temporaires) et des relèvements de taux d'intérêt. En outre, pour corriger l'appréciation du dollar de la Trinité-et-Tobago de deux tiers environ, les autorités l'ont dévalué en 1985 et en 1988 et l'ont laissé flotter en 1993. En conséquence, le taux de change s'est établi à 5,8 dollars de la Trinité-et-Tobago pour 1 dollar EU à la fin de 1993. Les réformes se sont accélérées au début des années 90, avec la poursuite de la libéralisation des régimes de change et de commerce, des privatisations et des réformes fiscales, notamment une simplification de l'impôt sur le revenu et la mise en place d'une TVA.

Redressement au milieu des années 90

Les mesures d'ajustement et les réformes ont permis de stabiliser l'économie et de la rendre plus efficiente. Une période de croissance soutenue — la première depuis douze ans — a débuté en 1994, sous l'effet du

redressement du secteur de l'énergie qui a fait suite au relâchement du régime fiscal et de la réglementation des investissements dans ce secteur. L'inflation est tombée à 5 %, le chômage a diminué légèrement, les finances publiques se sont améliorées et les réserves de change ont augmenté. Le cap fut maintenu pendant le reste de la décennie. Après un léger affaiblissement du secteur de l'énergie en 1994–97 lié à un ralentissement

Trinité-et-Tobago : principaux indicateurs économiques



Note : Les données sur les prix à la consommation et le PIB réel sont des variations annuelles en pourcentage; celles sur le chômage, des taux annuels et celles sur les réserves de change, des stocks de fin d'année en millions de dollars EU.

Sources : FMI, Statistiques financières internationales; Banque centrale de la Trinité-et-Tobago; estimations des services du FMI.

de la production de pétrole brut, la croissance annuelle du PIB réel s'est accélérée pour atteindre 5 % en 1998–2000, grâce à de nombreuses découvertes de gaz naturel. L'aspect le plus positif de ce retournement de la conjoncture fut la croissance soutenue — 5 % par an environ — des secteurs non énergétiques, sous l'effet d'une remontée de la demande d'exportations de biens manufacturés et d'une croissance vigoureuse dans la construction, la distribution et les services. Par contre, dans le secteur agricole, expansions et récessions ont alterné en fonction des conditions climatiques, mais, de manière générale, le secteur est en mauvaise posture en raison des difficultés financières, entre autres, de l'entreprise agricole publique (CARONI).

La reprise est allée de pair avec la poursuite du repli de l'inflation, tombée à 3,5 % en l'an 2000, grâce au rééquilibrage du budget, à une gestion efficace des liquidités, à la stabilité du taux de change et à la faiblesse des prix à l'importation. Le solde des transactions courantes est passé d'un large déficit en 1997–98 à un léger excédent en 1999–2000 du fait d'une hausse des exportations d'énergie, et les réserves de change ont atteint 1,4 milliard de dollars EU à la fin de l'an 2000. Le chômage est tombé à 12,5 % en l'an 2000, le PIB



Ian S. McDonald
Rédacteur en chef
Sara Kane · Sheila Meehan
Elisa Diehl
Rédactrices

Philip Torsani
Maquettiste/Graphiste

Édition française

Division française
Bureau des services linguistiques

Marc Servais
Traduction

Annette Berthail-Costa
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est publié également en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 23 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, de même que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (sixième édition). Les articles du *Bulletin* peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à imfsurvey@imf.org. Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars E.U. pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : publications@imf.org.

réel par habitant a progressé de 4 % par an environ et le pays se classe en 41^e position (sur 160) de l'indice de développement humain des Nations Unies. La dette extérieure bénéficie d'une bonne notation depuis 1999. Les résultats économiques resteront probablement favorables en 2001 : le PIB réel devrait progresser de 4 % à 5 %, l'inflation reculer à 2 %–3 % et les réserves de change atteindre 1,8 milliard de dollars EU, soit quatre mois d'importations de biens et de services. Un relâchement des conditions de liquidité a permis de réduire le ratio de réserves obligatoires des banques de 21 % à 18 % fin mai 2001 et les taux débiteurs des banques ont reculé d'environ 1–1½ point jusqu'ici cette année.

Les perspectives de croissance à moyen terme sont bonnes. Il est prévu que le PIB réel progressera de 4½ % à 5 % et, sur la base de la tendance actuelle, que le chômage chutera à 10 %–11 % d'ici 2005. La construction de deux terminaux supplémentaires de traitement du gaz devrait être achevée d'ici 2003 et on envisage de construire un autre terminal qui porterait la capacité totale de production du pays à 14 millions de tonnes par an, ce qui en ferait l'un des cinq premiers producteurs mondiaux de GNL. L'accroissement de la production de GNL stimulera aussi des activités en aval, comme la pétrochimie, et générera une demande supplémentaire dans d'autres secteurs, notamment la construction et l'industrie manufacturière. Les perspectives dans les services, tels que les télécommunications et la distribution, semblent favorables et, ces dernières années, le pays est devenu l'un des principaux centres financiers de la région des Caraïbes et une source importante de capitaux. Cependant, les perspectives de l'agriculture ne sont pas encourageantes à court terme, la production de sucre restant non rentable, et les efforts de restructuration et de diversification de la CARONI en sont encore à un stade préliminaire.

Cadre d'action et enjeux

Si les résultats récents peuvent être attribués dans une large mesure aux prix favorables du pétrole et du gaz, une politique économique avisée a joué un rôle essentiel aussi, avec notamment :

- une politique budgétaire prudente;
- le placement d'une partie des recettes fiscales exceptionnelles tirées du secteur de l'énergie dans un fonds de stabilisation des recettes : environ deux tiers des recettes exceptionnelles ont été mises de côté pendant l'exercice 1999/2000 et, d'ici la fin de l'exercice actuel, les ressources de ce fonds devraient atteindre l'équivalent de 2 % du PIB;
- une gestion efficace des liquidités par la banque centrale grâce à des opérations d'open-market;

Trinité-et-Tobago : indicateurs de base

Superficie (km2)	5.130
PIB aux prix du marché (millions de dollars EU, 2000)	7.800
Population (2000)	
Total (million)	1,4
Taux de croissance (en pourcentage annuel)	0,6
PIB par habitant (dollars EU)	5.800
Taux de croissance du PIB par habitant (moyenne : 1997–2001)	4,1
Données démographiques	
Espérance de vie à la naissance (années)	73
Nombre de médecins pour 1.000 habitants	3,2
Mortalité infantile (pour 1.000 enfants nés vivants)	12
Accès à l'électricité	92
Accès à l'eau potable	96
Taux de scolarisation primaire	88
Indice de développement humain	41

Sources : Banque mondiale; Programme des Nations Unies pour le développement; estimations des services du FMI.

- la stabilité du taux de change, qui avoisine 6,3 dollars de la Trinité-et-Tobago pour 1 dollar EU depuis 1997, sans peser sur la compétitivité;
- des progrès dans les réformes structurelles, en particulier les privatisations, la réglementation des services publics et du système financier, et le développement des marchés monétaire, financier et des changes.

Les autorités vont devoir renforcer le cadre d'action pour pérenniser la croissance, notamment des emplois, et le progrès social. Il est clair que la stabilité macroéconomique et, partant, une solide position budgétaire seront essentielles. Les autorités ont commencé à s'attaquer aux déficiences du contrôle des commandes et des dépenses dans certaines entreprises publiques, qui a entraîné la récente hausse des transferts vers ces entités et l'augmentation de la dette publique de 54 % du PIB en 1986 à 60 % environ en l'an 2000. Il sera important aussi de limiter l'augmentation de la masse salariale du secteur public et d'améliorer le rendement de l'impôt, en particulier de la TVA et dans le secteur de l'énergie. Les autorités pourront ainsi accroître les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à la formation de personnel qualifié, à la sécurité publique et à la lutte contre la pauvreté sans accroître la dette, et aussi réduire les pressions sur les taux d'intérêt.

Il importera aussi d'opérer des réformes supplémentaires pour établir des conditions propices aux affaires, notamment des services de base efficaces et un cadre réglementaire simple et fondé sur des règles. Dans un tel contexte, on pourrait s'attendre à ce que l'accélération du programme de privatisation engendre à terme un large éventail de possibilités d'investissement et de création d'emplois. Des débouchés semblables résulteront probablement de l'expansion des entreprises locales sur de nouveaux marchés, notamment dans le CARICOM, en Amérique latine et dans la zone de libre-échange des Amériques qui a été proposée. ■